

Communiqué de presse

le 30 mars 2017

Déchets de chantier: L'UM77 soutient l'action du Conseil départemental

Le 9 mars dernier, le tribunal administratif de Paris annulait les dispositions du Prédec (Plan régional de prévention et gestion des déchets de chantiers) approuvé à l'unanimité par le Conseil régional d'Ile-de-France le 18 juin 2015, ouvrant ainsi la porte à la création de nouvelles installations de stockage de déchets inertes (ISDI) en Seine-et-Marne. L'Union des Maires de Seine et Marne regroupant la quasi-totalité des communes seine-et-marnaises a décidé de se mobiliser contre cette décision.

Le Prédec, établi pour 12 ans, a pour objectif de rééquilibrer entre les différents départements le stockage des déchets de chantier, organiser une filière de recyclage, mettre fin au stockage systématique en Seine-et-Marne qui reçoit déjà 80 % du stockage régional, et imposer un moratoire de 3 ans interdisant en Seine-et-Marne toute nouvelle création d'installation de stockage, tout en limitant ensuite la capacité d'accueil à 4 millions de tonnes par an.

La décision du Tribunal administratif aura incontestablement des conséquences graves pour la vie quotidienne des Seine et Marnais, notamment lorsqu'il s'agira d'évacuer les 43 millions de tonnes de déchets de chantier produits par les travaux du Grand Paris: accroissement du trafic de camions, détérioration des routes départementales, perturbation les milieux naturels, défiguration du cadre de vie et risques de pollution.

Les maires du département ne peuvent accepter que leur territoire accueille tous les déchets de l'Ile de France. Chaque département doit en prendre sa part. C'est pourquoi l'UM77 soutient l'action engagée par les élus seine et marnais à la Région et au Conseil départemental, toutes tendances confondues, et se battra à leur côté, pour défendre les communes de Seine et Marne et leurs habitants.

« Ce combat doit se mener au-delà des clivages politiques et fédérer toutes les énergies. La solidarité départementale doit primer lorsque la situation est à ce point alarmante » déclare Valérie Lacroute soutenue dans sa démarche par tous les élus au sein de l'association dont notamment Jean-Michel Morer, Vice Président et maire de Trilport.

« Chacun s'accorde aujourd'hui sur l'idée que la Seine-et-Marne représente l'avenir de l'Ile de France notamment grâce à un environnement exceptionnel ou nature, terroir et patrimoine en font le poumon vert de notre région auquel s'ajoute un potentiel agricole qui est un vrai capital. Nous ne tolérerons pas qu'elle devienne, aux yeux de tous, la poubelle d'Ile de France. Les maires seront au côté de Jean-Jacques Barboux pour défendre ce département auquel nous tenons » conclut la présidente de l'UM77.